

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

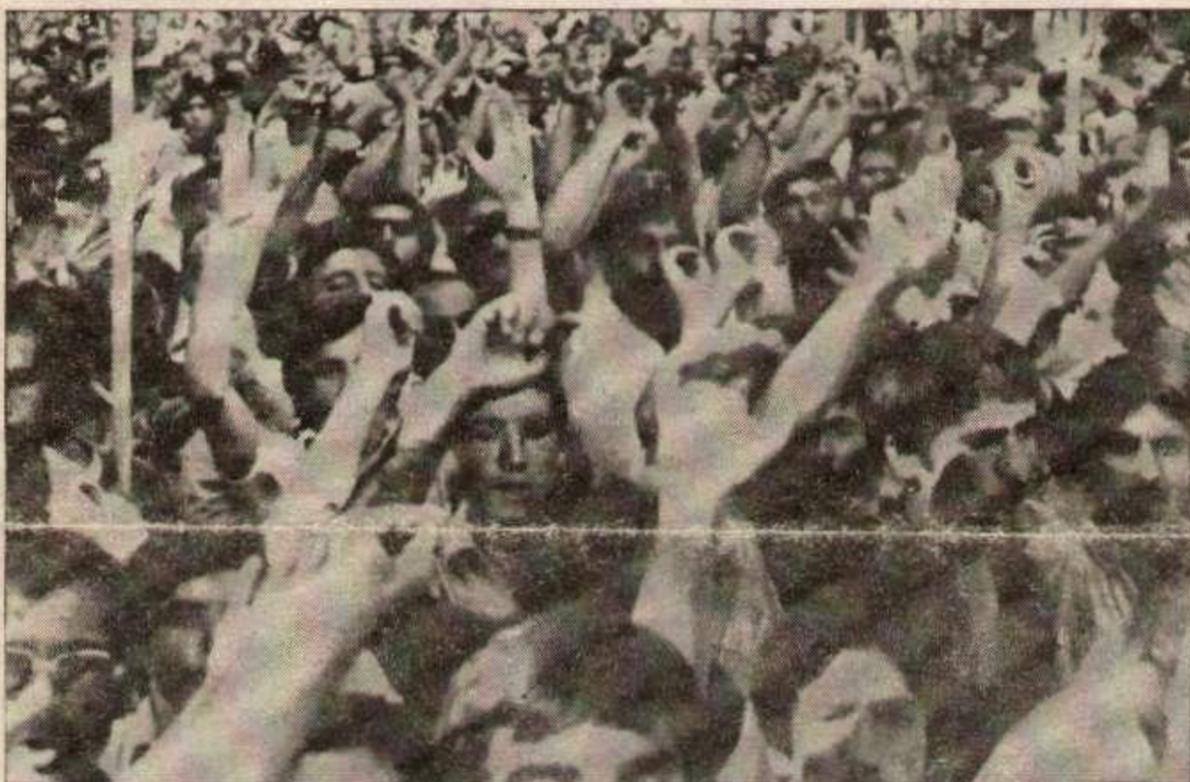
JEUDI 10 AVRIL 1980 - No 69 (Nouvelle série).

Commission paritaire N° 56 942

Té. 205.51.10

2F

LE PEUPLE IRANIEN MOBILISÉ FACE A L'IMPERIALISME US



Le Conseil de la Révolution a décidé mardi « de ne pas hésiter à suspendre ses livraisons de pétrole à tout pays qui s'alignerait sur les Etats-Unis et prendrait des sanctions contre l'Iran ». C'est une des premières réactions iraniennes aux nouvelles attaques lancées par Carter.

Poussé par sa campagne électorale, et alors que ses adversaires Kennedy et Reagan pratiquent allégrement la surenchère dans l'hostilité au peuple iranien, Carter a en effet décidé de « consulter » les partenaires occidentaux des USA, pour leur demander de participer au blocus économique qu'il entend instaurer.

Les dirigeants US, qui continuent à protéger le bourreau sanguinaire réfugié chez Sadate, misaient sur une éventuelle division des iraniens, après la récente déclaration de Khomeiny refusant la libération des otages. Le moins que l'on puisse dire est que ces spéculations

ont fait long feu.

Dès mardi, alors que des milliers d'habitants de Téhéran descendaient dans la rue pour crier leur haine de l'imperialisme US, le président Bani Sadr a déclaré à la radio : « Nous ne serons pas une proie facile comme semblent le penser les Etats-Unis. Nous sommes fermement décidés à résister. L'affaire des otages n'était qu'un prétexte pour les Etats-Unis. Nous étions fatalement amenés à une guerre sur le plan économique pour affermir notre indépendance et compléter les acquis de notre révolution. »

Toutes les manœuvres, diplomatiques ou militaires, n'y feront rien : pendant des années, le peuple iranien a subi la dictature du shah, soutenu entièrement par les Américains. De tels martyrs ne s'oublient pas, et les iraniens savent à qui ils le doivent. C'est cette volonté anti-imperialiste qui fonde aujourd'hui leur unité et leur détermination.

Cuba : l'aveu de Castro

10 000 Cubains continuent à s'entasser dans le petit périmètre de l'ambassade du Pérou, ou ils se sont réfugiés dans l'espoir de pouvoir quitter le pays. A ce jour, la plupart d'entre eux craignent d'être coincés là, plusieurs pays hésitant à leur donner les possibilités de partir.

Visiblement paniqué par une situation qui prouve la réalité du régime, Castro multiplie les déclarations pour minimiser « l'incident », ou pour dénigrer les réfugiés. « Ce sont des réfugiés vagabonds ou des délinquants homosexuels », a-t-il déclaré mardi. L'Humanité reprend la même version. Pourtant, les premiers témoignages qui parviennent donnent une autre vision des faits : selon les témoins, beaucoup de jeunes se sont réfugiés à l'ambassade du Pérou, de même que des ingénieurs, et des militaires. Plusieurs sont même des militants du PC cubain. Selon certaines informations, la situation pourrait même empirer pour Castro, dans une année 1980 qui s'annonce comme catastrophique sur le plan économique.

Affaire De Broglie ou Affaire Poniatowski

Mardi, une plainte contre X pour « dissimulation de documents publics ou privés de nature à faciliter les recherches de crimes et délits » a été déposée par l'avocat d'un des inculpés de l'affaire De Broglie, à la suite des révélations du Canard enchaîné. Le juge Floch, qui a instruit l'affaire, s'est quasi à lui déclaré « intéressé par les informations et commentaires parus dans la presse ces derniers jours ». Autant de faits qui indiquent la véracité des documents révélés la semaine dernière et qui indiquent que la police savait les menaces pesant sur le prince giscardien. Dès lors, on ne peut que s'interroger sur les dénégations — contre toute évidence — de Poniatowski, mardi, sur TF1. Il sait pourtant beaucoup de choses, l'ancien ministre de l'Intérieur et l'actuel « conseiller privé » de Giscard. Il a d'ailleurs évoqué des « montages politiques ». Mais par qui, et pour quoi ? Non, décidément, « l'affaire Poniatowski » n'est pas close.



Nettoyeurs du métro

CHIRAC JOUE LES BRISEURS DE GREVE

A nos lecteurs

Aujourd'hui, le Quotidien du Peuple paraît sur quatre pages. Il suspendra sa parution à partir de demain. Lire en page 3 la déclaration du Comité pour l'Unification du PCRml et du PCML.

Lire page 4

Les deux dimensions de l'activité internationale du PCF

Partie pour l'Afrique la semaine dernière, une délégation du PCF conduite par Marchais vient de rendre visite à trois chefs d'État, trois dirigeants de partis ayant mené une lutte victorieuse contre le colonialisme.

Le voyage du secrétaire général du PCF à Madagascar puis au Mozambique ainsi que l'escale au Congo, s'inscrivent dans le cadre du développement des activités internationales du PCF décidé par le 23^e congrès. Il s'agit pour le PCF de se donner une stature de parti de gouvernement et de définir aussi des appuis stratégiques internationaux à la conquête du pouvoir en France. Avant de retourner lundi à Paris, la délégation est passée par Lisbonne pour rencontrer le PC portugais afin de préparer la réunion des partis communistes d'Europe organisée par le PCF et son homologue polonais « pour la paix et le désarmement ». L'accueil favorable et attendu du PCP servait en partie à compenser les refus opposés par le PCE et le PCI.

Depuis le 23^e congrès, Marchais n'a cessé de rappeler l'importance qu'il accordait aux rencontres du PCF avec des chefs d'État du tiers monde, les pays du Pacte de Varsovie et les partis communistes non hostiles à l'URSS. Le séjour de la délégation du PCF en Afrique ne constitue pas un événement nouveau : des exemples similaires ne manquent pas dans la période récente (Yougoslavie, Cuba, etc.). Mais après le passage de Marchais à Moscou, le voyage à Madagascar et au Mozambique deux pays de l'océan Indien n'est pas sans importance.

LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE MONDIAL DESSINÉ PAR LE PCF

Au centre de sa démarche, le PCF place la définition d'un nouvel ordre économique et politique

mondial. Quels traces en ressort-il dans les communiqués communs publiés par l'Humanité ?

Les deux communiqués comportent trois volets : avancée des luttes de libération, possibilité de coopération et solidarités internationales « contre l'impérialisme ». Pour le premier, on notera l'hommage rendu à la « libération nationale du peuple du Zimbabwe ».

Il ne pouvait bien sûr en être autrement, mais le PCF, qui a longtemps privilégié la ZAPU pro-soviétique dans la lutte contre le régime raciste blanc au Zimbabwe, donne maintenant une importance nouvelle à la ZANU.

Les deux autres volets constituent les deux axes du nouvel ordre économique et politique mondial souhaité par le PCF, ils sont inégalement développés.

Le bref communiqué

commun consécutif aux entretiens de Marchais avec le président malgache, président du Front national pour la défense de la révolution, se « prononce pour un renouveau de la coopération entre la France et Madagascar... répondant réellement à l'intérêt des peuples ».

Les questions internationales sont peu développées : condamnation des menées impérialistes françaises et souci exprimé « de voir s'instaurer dans l'océan Indien une zone de paix et de coopération entre États indépendants débarrassés des bases militaires étrangères à la région ». Le président malgache condamnant les manœuvres soviétiques comme les américaines, il était impossible de préciser.

Le communiqué PCF-FRELIMO est placé directement sous le signe de la « solidarité internationaliste » par l'Humanité. Il faut dire que les convergences de vues sur « la consolidation du socialisme, de la paix » et le rôle « positif » globalement ou pas de l'URSS sont nettement plus affirmées. Ainsi, le communiqué met sur le même plan « les avancées importantes du mouvement de libération nationale » et le « renforcement et la consolidation du socialisme ». A Kaboul sans doute, ainsi le communiqué ne parle que de la relance « par l'impérialisme américain et ses alliés européens, notamment dans

l'océan indien » de la course aux armements.

Le « nouvel ordre mondial » dessiné par le PCF tourne autour de deux axes. D'abord « établir des relations économiques plus justes et plus stables entre les nations », c'est-à-dire esquisser des rapports de coopération renforcés et correspondant mieux aux besoins d'un État capitaliste dirigé par le PCF. Ensuite et surtout « renforcer les liens de solidarité effectives entre le PCF et les partis et directions politiques » sur la base d'un appui à la politique soviétique.

LA VERSION PCF DE L'EUROCOMMUNISME

Les rencontres du PCF avec les autres partis communistes d'Europe se placent dans la même perspective.

Rencontrer les chefs d'État européens n'est pas envisageable pour le PCF, ses démarches seraient sans grand écho et au PCF, l'heure est au langage révolutionnaire. L'objectif de la réunion à Paris les 28 et 29 avril des partis communistes européens est ainsi, comme le rappelait Marchais à son retour du Portugal, de « lancer un appel aux peuples d'Europe » contre l'installation des « nouveaux missiles nucléaires américains » dans plusieurs pays de l'OTAN et « d'appeler l'ensemble des

forces éprises de paix, des forces socialistes, social-démocrates, chrétiennes à participer à cette action » entreprise par le PCF, le PC portugais et le PC polonais. Ce dernier a accepté sans difficultés l'invitation du PCF. Le communiqué commun PCF-PCP réaffirme en effet leur volonté de militer « pour la suspension effective de l'implantation des nouveaux missiles nucléaires en Europe ». Les deux PC s'élèvent aussi contre le projet d'élargissement de la Communauté économique européenne, « processus d'intégration impérialiste ».

L'eurocommunisme vu par le PCF aurait donc pour fonction d'apporter un soutien à la politique de « détente », d'affirmer une solidarité avec les pays membres du Pacte de Varsovie. Comme le précise Hermitier, membre du bureau politique du PCF dans *Révolution*, ce n'est pas la seule fonction de l'eurocommunisme : « L'eurocommunisme c'est, tout au contraire, de l'eurogauche, la recherche par des partis communistes qui affrontent des problèmes analogues, d'une stratégie susceptible d'ouvrir une issue révolutionnaire à la crise comme réponse concrète à la situation de chaque pays et à partir des possibilités nouvelles qu'offre l'évolution du rapport des forces dans le monde ».

L'eurocommunisme est aussi conçu par le PCF comme instrument de lutte pour son renforcement au détriment de la social-démocratie.

Confronté à l'échec de l'union, version programme commun, le PCF redéfinit depuis le 23^e congrès sa stratégie d'accession au pouvoir.

Et depuis le 23^e congrès, ses activités internationales sont censées y prendre une large part. Il s'agit au travers des entretiens avec des chefs d'État de donner un prestige international au PCF, au travers des rencontres avec des partis ayant lutté pour la libération de leur pays de donner l'image d'un PCF révolutionnaire.

Deux moyens pour tenter de renforcer la position du PCF face au PS. Enfin et c'est là l'aspect principal, le PCF entend prendre appui sur les avancées de l'impérialisme soviétique. Toute sa tactique est de favoriser ainsi par exemple le poids des pays pro-soviétiques dans le mouvement des pays non-alignés, de faire de la dénonciation de l'impérialisme US une approbation tacite de l'expansionnisme soviétique.

Didier DELORME

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une demi-page attribuée à l'expression indépendante de chacun des deux partis publiant le Quotidien du Peuple et pouvant être utilisée chaque semaine. Aujourd'hui le PCRM.

Un quotidien communiste : une nécessité dans la situation politique d'aujourd'hui

Pourquoi un quotidien communiste en France, en 1980 ?

La question vaut sans doute d'être posée. Elle vaut d'autant plus de l'être que nous savons tous, rédacteurs comme lecteurs, la somme d'efforts, de sacrifices et de mobilisations qui sont nécessaires pour que vive une tel quotidien.

Sans évidemment chercher à comparer l'incomparable, il nous faut remarquer ici que — par nature — l'édition d'un quotidien n'est pas une affaire lucrative. A ce jour, aucun quotidien français, même les plus grands, ne dégagent d'importants bénéfices, la plupart enregistrant même des déficits considérables, malgré la publicité, malgré les moyens et les infrastructures énormes dont ils disposent. Et pourtant, capitalistes et gouvernants continuent à investir des sommes vertigineuses pour « sortir » des quotidiens. En l'occurrence, ce n'est pas l'apât du gain, mais une volonté politique qui guide les capitalistes. Au delà de la réponse au besoin d'information — très largement développé dans un pays comme le nôtre — cette volonté politique consiste pour les capitalistes à tout faire pour dévoyer l'information, falsifier des faits, en dissimuler d'autres, et finalement assurer et étendre la suprématie de l'idéologie bourgeoise.

Jour après jour, heure après heure, même avec la radio, la bourgeoisie nous inonde de ses mensonges et de ses points de vue. Nous touchons là à une première évidence quant à la né-

cessité d'un quotidien communiste : l'actualité va vite, très vite, et il importe d'y répondre sans délai. Quand les nettoyeurs du métro se mettent en grève, quand un jeune immigré se fait assassiner à Vitry, quand Marchais a le toupet de créer un « comité de Défense des droits de l'homme », quand des dizaines de milliers de soldats russes envahissent l'Afghanistan, il importe que les révolutionnaires donnent dès le lendemain leur point de vue, rétablissent les vérités falsifiées et fassent apparaître les faits dissimulés.

A la volonté politique de la bourgeoisie doit faire face une volonté politique des communistes.

La nécessité d'un quotidien communiste va cependant bien au-delà de cette première évidence. Faire un quotidien, en 1980, c'est être en prise directe avec la situation politique, d'aujourd'hui.

Fort de son succès électoral de mars 1978 et de ses certitudes pour 1981, la bourgeoisie se veut en ce moment à l'offensive, et de fait, elle multiplie les attaques contre la classe ouvrière et ses acquis. Elle n'en reste pas moins prisonnière de ses contradictions et de ses divisions, dans le cadre d'une crise politique dont elle ne peut pas se débarrasser.

Parallèlement, les grandes forces de gauche, politiques et syndicales, ont dû baisser le pavillon des illusions qu'elles brandissaient depuis des années, ce programme commun-panacée au nom duquel tant d'idées neuves ont été soigneusement mises

sous le boisseau. Pour des milliers de militants de ces organisations, l'heure des remises en question, des doutes, des interrogations, des incertitudes, a sonné. On pourrait y voir l'annonce d'une sorte de nihilisme, d'un abandon, ou d'un refus de la politique. La bourgeoisie pousse (évidemment) dans ce sens.

Pour notre part, nous y voyons surtout la naissance d'une réflexion qui peut être créatrice, pour autant que le débat d'idées puisse progresser, et pour autant que les communistes y jouent tout leur rôle. Le quotidien révolutionnaire a toute sa place dans cette situation neuve.

Il y a toute sa place parce que par définition la publication d'un quotidien communiste suppose un rapport neuf avec l'actualité. L'actualité, ce n'est pas seulement les déclarations et les décisions des états-majors politiques et gouvernementaux, c'est aussi les luttes de la classe ouvrière, ce sont les marées noires, ce sont les luttes de la jeunesse scolarisée, ce sont les interrogations au sein du PCF, ce sont les luttes des femmes, ce sont les luttes des peuples au Salvador ou en Érythrée, et beaucoup d'autres choses encore. Contrairement à ce que voudrait nous faire croire la bourgeoisie, la politique n'est pas un domaine spécifique, parallèle à beaucoup d'autres. Elle embrasse tous les domaines de la vie, elle traverse toutes les actions, toutes les réflexions, toutes les luttes, toutes les recherches. Réaliser un quotidien révolu-

tionnaire, c'est justement faire le choix d'aborder toutes ces questions et les traiter d'un point de vue révolutionnaire.

Cette démarche face à l'actualité — face à la vie — est indissociable d'une autre démarche, face à la politique. Prendre en compte la réalité dans son ensemble, ce n'est évidemment pas se saisir des mille et un faits de la vie quotidienne pour y plaquer des analyses préconçues, quitte à rejeter ce qui ne passe pas au travers d'on ne sait quel crible. Avec ses caractéristiques propres, qui ne sont pas celles du parti mais qui doivent le servir, le quotidien doit aider à la construction du point de vue révolutionnaire, en s'articulant aux faits eux-mêmes et aux débats d'idées, ô combien vivaces, qui se déroulent en ce moment. Comment avancer dans la construction d'un tel point de vue si ce n'est en s'attachant jour après jour à donner les faits eux-mêmes, dans toutes les précisions et leurs imbrications aussi. Comment par exemple, permettre aux lecteurs de se forger un point de vue sur l'invasion soviétique en Afghanistan et le soutien de la direction du PCF si tous les éléments ne sont pas fournis, en sachant que de nouveaux apparaissent pratiquement chaque jour ?

Nous le disons plus haut, des dizaines de milliers de militants s'interrogent aujourd'hui sur les voies à suivre pour en finir avec cette société pourrie. L'existence d'un quotidien communiste peut être un des

moyens de leur réflexion, et un instrument du débat d'idées. Parce que chacun n'a qu'une vue partielle de la réalité, parce que les réponses toutes faites ne sont jamais les plus convaincantes, parce que les conditions de l'unité résident dans une démarche progressive d'élaboration commune d'un point de vue, parce que le débat d'idées qui existe dans telle lutte à Dunkerque est un élément indispensable pour mieux avancer à Marseille, etc. Cette démarche politique, aux antipodes des conceptions bourgeoises, nous avons essayé de la mettre en œuvre dans le Quotidien du Peuple, avec des succès, mais aussi des insuffisances dont nous sommes conscients. Évidemment, bien d'autres raisons qui militent en faveur de l'existence d'un quotidien n'ont pas été citées ici. Il faudrait parler du moyen d'agitation qu'il peut constituer, de l'image des révolutionnaires qu'il peut donner aux masses, ou encore du rôle qu'il peut jouer au service de la popularisation des luttes ouvrières et populaires.

Mais paradoxalement, et au-delà de nos graves difficultés d'aujourd'hui, la situation politique telle qu'elle se présente, avec toutes ces interrogations, mais aussi toutes ces potentialités, rend impérieuse la nécessité d'un quotidien communiste. Ce peut être — ça doit être — une arme efficace dans l'avancée révolutionnaire.

Nicolas DUVALLOIS

IPEM -HOM : une victoire des travailleurs aux élections syndicales !

Les vêtements et les sous-vêtements HOM, vous connaissez ?

Si vous avez un petit salaire, vous avez pu les voir au cours d'une publicité télévisée ou en passant devant un rayon de vêtements de luxe. Seuls les salariés bien payés et soucieux de leur élégance ou de leur confort peuvent en effet s'habiller avec ces produits de luxe.

Créée en 1968, cette petite entreprise n'a pas cessé de se développer au cours de ces dernières années en exportant une grande partie de sa production. L'Express dans son numéro du 22 mars lui consacre d'ailleurs une page dans laquelle on apprend que l'exportation des vêtements HOM se porte bien : 250 000 slips sont actuellement fabriqués au Japon avec la perspective d'un million par an. Les slips étant auparavant tous fabriqués à Marseille, l'expansion internationale de cette entreprise, avec l'implantation d'ateliers à l'étranger, préoccupent beaucoup les employés et les ouvrières.

Préoccupés par la situation de l'emploi et par l'observation des conventions collectives, un groupe de personnel des bureaux et des ateliers avait donc décidé de créer une section CGT, il y a un an déjà.

Vendredi 14 mars, les élections syndicales ont enfin eu lieu. Face à la CGT, des cadres et des agents de maîtrise avaient créé en toute hâte une section FO pour éviter à la direction de se retrouver seule à la signature du protocole d'accord.

Malgré d'innombrables manœuvres pour tenter d'éliminer la CGT, le résultat des élections montre clairement le choix fait par les travailleurs et les travailleuses de cette entreprise.

Sur les cinq sièges du collège «ouvriers-employés», la liste CGT en a obtenu quatre. Avec 80 % des votes valablement exprimés, la CGT occupe tous les sièges «ouvriers» titulaires et suppléants. Chez les employés, FO qui croyait largement distancer la CGT, n'a fat que six voix de plus

sur une centaine de votants.

A l'heure où les patrons tentent par tous les moyens de remettre en cause les libertés syndicales, cette victoire éclatante prouve bien que les travailleurs refusent de faire les frais des «difficultés dues à la crise». Dans cette bataille syndicale, des employés et employées et des ouvrières et ouvriers ont enfin pu se connaître et découvrir leur situation réelle dans l'entreprise, alors que depuis des années, aucun contact n'avait vraiment pu se faire.

La séparation géographique des ateliers et des bureaux (pourtant dans la même entreprise), les horaires de travail différents n'ont pas facilité ces contacts.

Les élections syndicales sont aussi la victoire de l'unité de travailleurs de différentes nationalités.

Au moment où le gouvernement tente de faire passer les lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru, tendant à faire passer les immigrés pour responsables du chômage, cette

victoire renforce la volonté du syndicat CGT de l'habillage à lutter contre ces lois, volonté clairement exprimée au cours de son 36e congrès.

Dans cette entreprise, où la grande majorité du personnel est composée de femmes, souvent très jeunes dans les ateliers, cette victoire montre aussi la détermination et la combativité de ces travailleuses dans une région où le chômage féminin est très élevé.

Aujourd'hui, à IPEM-HOM, de nombreuses revendications sont exprimées et malgré les difficultés quotidiennes, avec un large soutien, l'équipe syndicale CGT commence à donner une réalité aux conventions collectives de l'habillement en espérant pouvoir les améliorer.

Correspondant Marseille

IPEM : Innovation pour l'élégance masculine.

Cuba : 10 000 personnes sont réfugiées à l'ambassade du Pérou dans le but de quitter le pays

En annonçant la semaine dernière que tous les Cubains désireux de quitter le pays étaient désormais en mesure de le faire, les autorités espéraient certainement se débarrasser des opposants du régime, mais n'avaient probablement pas imaginé un tel «succès». Ce sont maintenant plus de 10 000 réfugiés qui sont entassés dans les jardins de l'ambassade du Pérou, à attendre un visa pour quitter le pays. Si parmi ces milliers de Cubains qui ont «voté avec leurs pieds» se trouve un bon nombre d'anti-communistes, ces derniers ne sont probablement pas les seuls à fuir le régime castriste. L'économie soutenue à bout de bras par l'aide soviétique qui se monte à huit milliards de dollars par an, ne se fixe pas comme orientation le bien-être des masses. Les dirigeants ont d'autres priorités comme celle d'entretenir une armée pléthorique qui sert de fer de lance à l'expansionnisme soviétique en Afrique et ailleurs.

L'armée israélienne s'apprête à attaquer les camps palestiniens au Sud-Liban

Lundi matin, le Front de Libération Arabe, une organisation palestinienne d'obédience irakienne, a attaqué un kibboutz situé près de Metouilla retenant en otages plusieurs personnes dont des enfants. Les autorités israéliennes n'ont envisagé à aucun moment d'engager des négociations avec le commando, comme devait le confirmer par la suite le commandant de l'armée qui a donné l'assaut. C'est au cours de cet assaut que les cinq membres du commando ont été tués ainsi qu'un civil et un enfant, a reconnu un porte-parole militaire israélien. Dès le lendemain, les autorités israéliennes devaient examiner diverses opérations de représailles dirigées contre les camps de réfugiés palestiniens du Sud-Liban.

Tchad : conclusion d'un cessez-le-feu

Mardi matin, les tirs dans la capitale ont nettement baissé d'intensité, alors que les Forces Armées Populaires du président Boukouni et les Forces Armées Nationales du ministre Hissène Habré s'étaient accordées pour appliquer un cessez-le-feu à partir de midi le même jour. Les négociations qui ont amené à ce cessez-le-feu ont été effectuées par l'intermédiaire du président togolais, le général Eyadéma.

Devant l'intransigeance US, l'Algérie a décidé une augmentation du gaz

Depuis le 1er avril, la Sonatrach (société nationale algérienne des hydrocarbures) a suspendu ses exportations de gaz à destination des États-Unis. Cette décision a été prise devant l'intransigeance de la société US «El Paso», qui refuse de négocier une augmentation du gaz algérien. Celui-ci augmente pourtant dans des proportions bien moindres que le pétrole, auquel il est indexé.

Par ailleurs, l'Iran a décidé d'augmenter son pétrole, de 2,5 dollars le baril, avec effet rétro-actif au premier avril. Cette augmentation pourrait en amener d'autres, dans la mesure où la Libye, le Koweït et l'Irak sont liés par un contrat spécifiant que leurs prix doivent s'aligner sur les prix les plus élevés pratiqués au sein de l'OPEP. Non lié par ce contrat, le Mexique a cependant fait savoir qu'il envisageait une hausse de deux dollars, tandis que le Nigeria a déjà majoré ses prix de 51 cents par barils.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Aux lecteurs du Quotidien du Peuple

En juillet 1979, le PCRml et le PCML s'étaient engagés, dans leur protocole d'accord, à mettre en commun leurs efforts pour éditer une presse communiste quotidienne, en réalisant la fusion de leurs journaux quotidiens respectifs, le *Quotidien du Peuple* et *l'Humanité rouge*, dès janvier 1980.

Comme convenu, les deux quotidiens ont fusionné, au début de cette année, pour donner naissance à notre journal.

La publication d'un quotidien communiste est une bataille de tous les instants. Elle se heurte, en permanence, à l'organisation capitaliste de la presse dans notre pays. Elle ne peut compter exclusivement que sur les ressources des lecteurs et des militants dans ces temps de crise où elle doit faire face à des charges financières sans cesse alourdies.

Dans le combat pour assurer ses ressources, nous avons rencontré des difficultés pour garantir dès le début un rythme d'abonnements suffisant ainsi qu'un volume régulier satisfaisant de souscription. Ainsi, au bout de trois mois, s'est creusé un déficit qui, en l'absence d'un fonds d'avance assez substantiel, a mis la trésorerie du journal dans une situation extrêmement périlleuse. Nous avons été amenés, en conséquence, à opter pour la suspension de la parution du «*Quotidien du Peuple*» à dater du 10 avril.

L'édition en commun d'un même quotidien a constitué un pas en avant et représentait un élément important dans la politique menée par nos deux Partis en vue de leur unification. De ce point de vue, la suspension du quotidien est à coup sûr regrettable, mais elle ne saurait déterminer négativement le cours du processus unitaire dans son ensemble entre nos deux Partis, la fusion de leurs presses quotidiennes n'en étant qu'un élément.

Sans doute, au-delà des contraintes financières décisives, était-ce une entreprise difficile que de réaliser en commun un quotidien avant la fusion des deux Partis, ce qui impliquait d'harmoniser, dans une pratique commune, la place accordée à la presse quotidienne, les méthodes de gestion et de résolution des problèmes de financement.

Mais il ne s'agit en tout état de cause que d'une suspension du *Quotidien du Peuple*. Le PCRml s'engage à faire reparaître le *Quotidien du Peuple* à partir du 15 septembre. Le PCML, de son côté, se déclare prêt, dès qu'il jugera les conditions financières réunies, à co-éditer le *Quotidien du Peuple*.

Le Comité pour l'Unification du PCRml et du PCML

Occupations

Jaeger-Levallois

Depuis deux semaines, les travailleurs de Jaeger à Levallois sont en grève et ils occupent les locaux depuis le 31 mars.

Ils revendiquent une augmentation des salaires de 400F et le salaire minimum à 3 300 F.

Les syndicats n'ont pu avoir aucune entrevue avec la direction depuis que les locaux sont occupés. Et la direction a demandé au tribunal d'ordonner l'évacuation des locaux.

Les grévistes étaient convoqués au tribunal de Nanterre ce jeudi après-midi.

Par ailleurs, devait se tenir ce mercredi une négociation générale au niveau du groupe. Les syndicats ont

subordonné leur participation à cette réunion à l'arrêt de toute poursuite et sanction à l'égard des grévistes.

Dans les usines de province, des débrayages se poursuivent à Châlons-sur-Marne, à Nancy et à Chatellerauld.

Sciaky-Vitry

Les travailleurs de Sciaky à Vitry occupent leur entreprise depuis le 31 mars. Ils exigent une augmentation de salaire de 260 francs.

Mardi, 11 délégués de cette entreprise passaient devant le tribunal de Créteil pour «occupation illicite». Le jugement devait être rendu jeudi.

Contre la campagne de dénigrement et les menaces

Les nettoyeurs du métro déterminés à poursuivre leur grève

Les nettoyeurs du métro ont reconduit leur mouvement mardi matin vers 11 h, entamant ainsi très exactement leur 3e semaine de grève totale en vue, rappelons-le, d'obtenir un salaire minimum de 2 800 F nets et la garantie de l'emploi, le 1er janvier 1981. Il s'agit, on le sait, de la date de renouvellement des contrats (pour trois ans) entre les entreprises de nettoyage et la RATP. C'est aussi la date à laquelle la RATP entend réduire globalement la somme d'argent qu'elle versera à ces entreprises, lesquelles, en conséquence, on s'en doute, risquent fort de réduire le nombre de travail-

leurs pour effectuer le travail de nettoyage qui leur est demandé, afin de maintenir leur taux de profit.

Des licenciements sont donc à prévoir dans quelques mois ainsi que, soit dit en passant, une augmentation de la productivité pour les travailleurs qui resteront, même s'ils n'effectueront pas 100 % du travail d'aujourd'hui. Où en est alors la grève au 21e jour ? Le long week-end de Pâques a été l'objet de tentatives diverses dirigées contre le mouve-

ment. C'est ainsi que vendredi - veille du week-end - on a pu voir E. Frédéric Dupont, maire adjoint chargé des transports et de la circulation à Paris, réclamer « l'hygiène » du métro, et demander fermement à la RATP de prendre des dispositions en ce sens.

trouble important à la population nuit à l'image de marque de Paris au moment où les touristes étrangers sont si nombreux.

RENFORCER LES PIQUETS

Face à cette série d'attaques et à la campagne de dénigrement actuelle, les représentants CFDT mardi matin, appelaient les grévistes à une double riposte : - celle consistant à renforcer notablement les piquets de grève particulièrement dans les stations les plus fréquentées (Châtelet, Place de Clichy), le week-end de Pâques, n'ayant pas vu ce propos l'existence de forts piquets, cela s'expliquant par une certaine fatigue des grévistes qui ont voulu profiter d'un peu de repos à l'occasion de Pâques.

Enfin, parallèlement à la mise en place des piquets, un travail de popularisation plus systématique envers les usagers a été développé et dont un représentant CFDT, ce week-end, en assemblée générale, résumait les raisons et les axes : « Il existe actuellement une campagne pour tenter d'opposer les grévistes aux usagers. Le métro est sale ? mais qui porte la responsabilité sinon la RATP qui refuse de négocier ainsi que les patrons ? »

Nous devons appeler les usagers à la solidarité, qui sont directement concernés par notre lutte. Car et nous devons l'expliquer, même sans la lutte actuelle, le métro deviendra aussi sale qu'aujourd'hui et ce en permanence, si nous n'empêchons pas la réduction des emplois, et partant, des nettoyages ! »

Correspondante
VILEURBANNE

Richard FEUILLET

il s'agit d'abord de tentatives de nettoyage de certaines stations très fréquentées : on a pu voir ainsi vendredi soir, une entreprise de travaux publics tenter d'effectuer le nettoyage de la station Gare de Lyon. Ce n'est pas un hasard car cette station a connu un transit important surtout veille de

Pâques, avec le départ des voyageurs de la Gare de Lyon.

TENTATIVE DE NETTOIEMENT PARALLELE

Cette tentative a toutefois échoué puisque les grévistes - une cinquantaine - sont intervenus très positivement : en

discutant fraternellement avec les ouvriers de l'entreprise affectée par la RATP, il les ont convaincu de ne pas effectuer ce qui n'était autre qu'un travail de briseur de grève.

Au total, durant le week-end, seules quelques rares stations peu fréquentées, ont été très partiellement balayées

et cela par quelques petits chefs particulièrement zélés ayant mis personnellement la main...

Parallèlement à ces tentatives de nettoyage qui ont échoué, on a pu noter durant le week-end de Pâques, une campagne de dénigrement et de menaces contre la grève :

Petit et De Valence (Villeurbanne) : le patron a cédé

Petit et De Valence, c'est une boîte du bâtiment dont les 40 ouvriers ont fait grève 2 heures par jour pendant 5 semaines, avec leur syndicat CFDT. Que demandaient-ils ? Le 13e mois, que les gars du bureau ont déjà obtenu sans que ceux de l'atelier (20 ouvriers) ni ceux des chantiers (20 monteurs en chauffage) ne l'obtiennent !

La première proposition du patron a été : 1% d'augmentation sur les salaires. Devant cette proposition dérisoire, les ouvriers ont réagi

violemment et ont notamment manifesté le jeudi 20 mars dans le quartier. A la suite de cette manifestation, le patron a fait de nouvelles propositions toujours insuffisantes (pas même 3% en moyenne !). Aussi les actions des ouvriers se sont durcies (manifestations fréquentes, popularisation et collectes auprès des habitants du quartier, ...). Le patron a alors commencé le traditionnel chantage à la fermeture, en particulier pour les gars des bureaux (qui ont déjà le 13e mois), qu'il a

envoyé en assemblée générale pour casser la grève en demandant un vote à bulletin secret, de tout le personnel. Face à toutes ces manœuvres, les ouvriers restent unis et vigilants. Ils font connaître leur lutte et font des collectes dans les boîtes de Villeurbanne et sur les marchés (par exemple, ils ont obtenu 600F sur le quartier, 600F sur les marchés, 350F dans une manifestation...)

Lundi 31, tous les travailleurs des chantiers et ateliers sont là, en AG. C'est l'échec des manœuvres du

patron, non seulement son chantage à la fermeture ne prend pas, mais dans une grande cohésion, les ouvriers des chantiers (qui ont fait moins d'heures de grève que ceux de l'atelier) décident de débrayer toute la journée !

C'est cette cohésion, cette unité qui va contraindre le patron à céder !

Il propose des augmentations de salaires par catégories, qui augmentent le salaire des ouvriers plus que

s'ils avaient obtenu de compléter leurs primes en un 13e mois.

Ainsi, les « Petits et De Valence » ont-ils fait céder leur patron, ils ont refusé de payer la crise du capitalisme, et unis, ils ont gagné. Leur exemple comptera pour faire reculer les patrons du bâtiment.

international

Les Etats-Unis brandissent l'arme économique contre l'Iran

La rupture totale des relations diplomatiques ainsi que l'embargo commercial qui concerne également les produits alimentaires, décidés par les Etats-Unis contre l'Iran ont été accueillis par l'ayatollah Khomeiny comme une marque de faiblesse de la part de l'impérialisme américain. Les pressions américaines, loin de faire céder Téhéran, ont fait monter la pression d'un cran.

Par ses mesures de blocus économique et le renvoi de tous les diplomates iraniens en poste aux Etats-Unis, Washington aura pris l'initiative de la rupture avec l'Iran. Usant de son pouvoir économique qui constitue une menace pour de nombreux pays du tiers monde, le gouvernement américain compte ainsi faire céder l'Iran tout en flattant une partie de l'électorat de Carter qui ne supporte pas qu'un petit pays puisse tenir tête à la puissance américaine. Mais quelles seront les conséquences immédiates des mesures américaines ?

Tout d'abord : la rupture des relations diplomatiques : celle-ci intervient alors que

les contacts entre Washington et Téhéran ne se faisaient plus que par l'intermédiaire des diplomates suisses. Le personnel diplomatique iranien était déjà réduit à 35 membres depuis plusieurs mois et n'avait pratiquement aucun rôle. Dans ce domaine, la décision américaine ne fait donc que sanctionner un état de fait, sinon qu'il risque de rendre aux Américains la tâche encore plus difficile pour maintenir un minimum de contacts avec Téhéran. En ce qui concerne les sanctions économiques, le régime iranien a déjà pris ses précautions et son action, depuis son arrivée au pouvoir depuis un an a consis-

té à réduire au maximum ses achats à l'extérieur et à diversifier les pays fournisseurs. Les achats de biens d'équipement ou de consommation à l'étranger ont baissé dans des proportions allant de 50 à 80 %. L'arrêt des achats d'armement américains qui occupaient une grande place dans les importations iraniennes, a considérablement réduit celles-ci. La dépendance économique a commencé d'être réduite, depuis dix mois, l'Iran n'achète plus le blé américain.

En revanche, la dépendance subsiste pour le riz, l'huile, le maïs et le sucre. Dans ce secteur, l'impérialisme US peut causer quelques difficultés à l'Iran : dans son discours, Carter n'a pas caché que les exportations alimentaires et de médicaments seraient réduites au minimum. La décision de ne plus accorder de visas aux citoyens iraniens risque

de perturber les études des 50 000 étudiants iraniens présents aux Etats-Unis. Les 900 élèves-pilotes encore présents doivent quitter immédiatement le pays avec les diplomates iraniens. Sans des décisions semblables dans le domaine économique de la part des pays européens, les sanctions américaines risquent fort de ressembler à des coups d'épée dans l'eau. C'est précisément sur les contradictions entre les Etats-Unis et l'Europe qu'on a vu apparaître au cours de la crise entre Washington et Téhéran, que le président Bani Sadr compte jouer. Il a souhaité récemment que l'Europe se dégage « de l'emprise américaine ».

Quelles que soient les conséquences des mesures américaines, elles sont inadmissibles, rien ne saurait justifier qu'on prive un pays de ses approvisionnements en particulier alimentaire,

USA : plus d'aide au Pakistan

Selon un fonctionnaire du budget américain, Washington a suspendu son projet d'aide au Pakistan, aide qui devait se monter à 400 millions de dollars sur deux ans.

Cette aide, considérée par le Pakistan comme insuffisante devait servir à renforcer la défense de ce pays depuis l'invasion militaire soviétique en Afghanistan.

Il faut rappeler que les USA avaient dans le passé mis un embargo à l'aide au Pakistan sous prétexte que ce pays était capable de mettre au point une arme nucléaire.

Torture en Irlande

Un prisonnier irlandais inculpé de participation à un attentat qui avait coûté la vie à onze civils en février 1978 a été acquitté. Selon le juge, ses aveux lui ont été extorqués sous la torture pour la police d'Irlande du Nord. C'est la première fois qu'un juge reconnaît que la torture est pratiquée sur un détenu.

En 1978, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg condamnait la Grande-Bretagne pour « mauvais traitements, inhumains ou dégradants infligés aux prisonniers ».

De telles mesures n'avaient le blocus de Cuba en 1961. pas été utilisées par l'impérialisme américain depuis

Frank ROUSSEL